

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[2023/203332]

Résultat de la sélection comparative d'experts en électromécanique (m/f/x) (niveau B) néerlandophones pour l'ONEM. — Numéro de sélection : ANG23271

Ladite sélection a été clôturée le 23/06/2023.

Le nombre de lauréats s'élève à 0.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[2023/203332]

Resultaat van de vergelijkende selectie van Nederlandstalige Experten elektromechanica (m/v/x) (niveau B) voor de RVA. — Selectienummer: ANG23271

Deze selectie werd afgesloten op 23/06/2023.

Er zijn 0 laureaten.

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[2023/203308]

Résultat de la Sélection comparative de traducteurs-réviseurs germanophones (m/f/x) (niveau A1), germanophones, pour le SPF Finances. — Numéro de sélection : ADG23008

Ladite sélection a été clôturée le 22/06/2023.

Le nombre de lauréats s'élève à 4.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[2023/203308]

Resultaat van Vergelijkende selectie van Duitstalige Vertaler- Revisoren (m/v/x) (niveau A1) voor de FOD Financiën. — Selectie-nummer: ADG23008

Deze selectie werd afgesloten op 22/06/2023.

Er zijn 4 laureaten.

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST POLITIK UND UNTERSTÜTZUNG

[2023/203308]

Ergebnis der vergleichenden Auswahl von deutschsprachigen Übersetzen-Revisoren (m/w/x) (Stufe A1) für die Verwaltungen des FÖD Finanzen. — Auswahlnummer : ADG23008

Das Auswahlverfahren wurde am 22/06/2023 beendet.

Es gibt 4 erfolgreiche Kandidaten.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C - 2023/42716]

Appel aux candidats désireux
de devenir membres du Collège des Essais Cliniques

Par arrêté ministériel du 18 mai 2021, avec effet au 26 mai 2021, le Collège des Essais Cliniques a été nommé. Le Collège est composé de cinq membres effectifs et de cinq membres suppléants, parmi lesquels quatre juristes. Compte tenu de la démission de trois juristes, dont un membre effectif et deux membres suppléants, cet appel s'adresse aux juristes, ayant un intérêt et/ou une expérience en études cliniques, qui souhaitent devenir membres du Collège. Leur mandat courra jusqu'au 25 mai 2026 et est ensuite renouvelable.

1. Appel aux candidats désireux de devenir membres du Collège des Essais Cliniques au sein du Service public fédéral de la Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, en remplacement de trois juristes.

La loi du 7 mai 2017 relative aux essais cliniques de médicaments à usage humain a instauré un Collège indépendant.

Le Collège se réunit environ une fois par mois sauf pendant les congés scolaires (juillet-août).

Les réunions du Collège sont bilingues mais une connaissance passive de l'autre langue est vivement souhaitée. Une connaissance passive de l'anglais est également souhaitée.

Le Collège a pour mission de :

- assurer la communication avec les Comités d'éthique en tant que point de contact unique de l'AFMPS. Toutes les communications entre les Comités d'éthique et l'AFMPS passent par le Collège ;

- désigner le Comité d'éthique habilité pour chaque demande d'autorisation, d'élargissement ultérieur et de modification substantielle d'un essai clinique, ainsi que dans le cadre d'un recours gracieux ;

- veiller à l'application cohérente de la loi par les Comités d'éthique et adresser des recommandations aux Comités d'éthique à cet effet ;

- formuler, d'initiative ou à la demande du ministre, des avis relatifs à l'application du règlement de l'Union européenne n° 536/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux essais cliniques de médicaments à usage humain, de la loi et de ses arrêtés d'exécution ;

- coordonner, harmoniser, soutenir, évaluer et suivre le contrôle de qualité effectué par les Comités d'éthique et adopter des recommandations à cet effet ;

- être le soutien administratif des Comités d'éthique, concernant le suivi des demandes ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C - 2023/42716]

Oproep tot kandidaten
voor het lidmaatschap van het College Klinische Proeven

Per ministerieel besluit van 18 mei 2021, met ingang op 26 mei 2021, werd het College Klinische Proeven benoemd. Het College bestaat uit vijf effectieve en vijf plaatsvervangende leden, waaronder vier juristen. Gezien het ontslag van drie juristen, één effectief lid en twee plaatsvervangende leden, is deze oproep gericht tot juristen, met interesse en/of ervaring in klinische studies, die wensen lid te worden van dit College. Hun mandaat zal lopen tot 25 mei 2026 en is daarna hernieuwbaar.

1. Oproep tot kandidaten voor het lidmaatschap van het College Klinische Proeven bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, ter vervanging van drie juristen.

De wet van 7 mei 2017 betreffende klinische proeven met geneesmiddelen voor menselijk gebruik stelt een onafhankelijk College in.

Het College vergadert ongeveer één keer per maand met uitzondering van de schoolvakanties (juli-augustus).

De vergaderingen van het College zijn tweetalig, maar een passieve kennis van de andere taal is zeer gewenst. Tevens is een passieve kennis van het Engels gewenst.

Het College heeft als opdracht:

- de communicatie verzorgen met de Ethische comités als uniek contactpunt van het FAGG. Alle communicatie tussen de Ethische comités en het FAGG verloopt via het College;

- het aanwijzen van het Ethisch comité gemachtigd voor elke aanvraag tot toelating, tot latere toevoeging of tot substantiële wijziging van een klinische proef, alsook in het kader van een willig beroep;

- waken over de coherente toepassing van de wet door de Ethische comités. Hiertoe kan het College aanbevelingen richten aan de Ethische comités;

- het formuleren, op eigen initiatief of op verzoek van de minister, van adviezen betreffende de toepassing van de Europese verordening nr. 536/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende klinische proeven met geneesmiddelen voor menselijk gebruik, de wet en haar uitvoeringsbesluiten;

- het coördineren, harmoniseren, ondersteunen, evalueren en opvolgen van de kwaliteitscontrole verricht door de Ethische comités. Het College kan hiertoe aanbevelingen uitvaardigen;

- de administratieve ondersteuning van de Ethische comités, met betrekking tot de opvolging van de toegewezen aanvragen;

- rédiger un rapport annuel d'activités des Comités d'éthique et du Collège.

Le SPF Santé publique est chargé du soutien logistique et administratif du Collège afin qu'il puisse effectuer ses tâches de manière complète et efficace.

Le Collège se compose au minimum de 4 membres effectifs et d'autant de membres suppléants, nommés par le Ministre pour une période renouvelable de 5 ans.

Trois mandats au total sont donc à pourvoir.

Ces trois mandats pour juristes sont répartis comme suit :

- un membre effectif ;
- deux membres suppléants.

Pour être désignés comme membres effectifs ou suppléants du Collège, les candidats doivent

- être Belge ou avoir la nationalité d'un pays membre de l'Union Européenne ;

- jouir des droits civils et politiques et ;

ils ne peuvent pas occuper, pour raison d'incompatibilité, les fonctions suivantes :

- a) directeur d'hôpital ;
- b) médecin-chef ;
- c) président du Conseil médical d'un hôpital ;
- d) chef du département infirmier d'un hôpital ;
- e) membre d'un Comité d'éthique ;
- f) personnel de l'AFMPS ;

g) investigateur principal et membre de la direction des sites où les essais cliniques sont conduits ;

h) gérant, membre de la direction, administrateur délégué ou membre du conseil d'administration du titulaire d'une autorisation de mise sur le marché d'un médicament, au sens de l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, d'une autorisation de fabrication, au sens de l'article 12bis de la même loi ou d'une autorisation de distribution en gros, au sens de l'article 12ter de la même loi.

i) gérant, membre de la direction, administrateur délégué ou membre du conseil d'administration d'un fabricant, d'un importateur ou d'un distributeur de dispositifs au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 4, du règlement (UE) 2017/745 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2017 relatif aux dispositifs médicaux, modifiant la directive 2001/83/CE, le règlement (CE) no 178/2002 et le règlement (CE) no 1223/2009 et abrogeant les directives du Conseil 90/385/CEE et 93/42/CEE et/ou de dispositifs médicaux de diagnostic in vitro au sens de l'article 2, 2) et 4), du règlement (UE) 2017/746 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2017 relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro et abrogeant la directive 98/79/CE et la décision 2010/227/UE de la Commission.

Les membres du Collège non soumis au statut des agents de l'Etat, ont droit à une rémunération au taux et dans les conditions fixés par le ministre dans l'arrêté ministériel du 3 février 2023 fixant la rémunération des membres du Collège .

2. Pour être recevable, la candidature doit être accompagnée des informations et documents suivants :

a) la mention du poste vacant, pour lequel l'intéressé pose sa candidature ;

b) un curriculum vitae comprenant au moins les données suivantes :

- nom, prénom et domicile ;
- diplômes obtenus ;

- tous renseignements utiles permettant de contrôler l'aptitude du candidat pour le poste demandé.

3. Les candidatures à un mandat au sein du Collège des Essais Cliniques doivent être adressées, par lettre recommandée, au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, via madame Annick Poncé, directeur-général faisant fonction Soins de Santé, Avenue Galilée 5, boîte 2, 1210 Bruxelles, au plus tard deux mois après la publication du présent appel au *Moniteur belge*.

- het opstellen van een jaarlijks activiteitenverslag van de Ethische comités en het College.

De FOD Volksgezondheid is belast met de logistieke en administratieve ondersteuning van het College opdat zij haar opdrachten volledig en doeltreffend kan verrichten.

Het College bestaat uit minstens 4 effectieve en evenveel plaatsvervangende leden, die door de Minister worden benoemd voor een hernieuwbare periode van 5 jaar.

In totaal zijn er voor deze oproep dus drie mandaten te begeven.

Deze drie mandaten voor juristen worden als volgt verdeeld:

- één effectief lid;
- twee plaatsvervangende leden.

Om tot effectief of plaatsvervangend lid van het College te worden benoemd, moeten de kandidaten

- Belg zijn of de nationaliteit hebben van een land van de Europese Unie;

- burgerlijke en politieke rechten genieten en;

ze mogen wegens onverenigbaarheid de volgende posities niet bekleden:

- a) ziekenhuisdirecteur;
- b) hoofdgeneesheer;
- c) voorzitter van de Medische raad van een ziekenhuis;
- d) hoofd van het verpleegkundig departement van een ziekenhuis;
- e) lid van een Ethisch comité;
- f) personeel van het FAGG;

g) hoofdonderzoeker en lid van de directie van de locaties waar klinische proeven verricht worden;

h) zaakvoerder, lid van de directie, gedelegeerde bestuurder of lid van de raad van bestuur van een houder van een vergunning voor het in de handel brengen van een geneesmiddel, in de zin van artikel 6, § 1, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, van een vergunning voor de vervaardiging, in de zin van artikel 12bis van dezelfde wet of van een vergunning voor de groothandel, zoals bedoeld in artikel 12ter van dezelfde wet.

i) zaakvoerder, lid van de directie, gedelegeerde bestuurder of lid van de raad van bestuur van een fabrikant, een importeur, of een distributeur van hulpmiddelen in de zin van artikel 1, vierde lid, van de Verordening (EU) 2017/745 van het Europees Parlement en de Raad van 5 april 2017 betreffende medische hulpmiddelen, tot wijziging van richtlijn 2001/83/EG, Verordening (EG) nr. 178/2002 en Verordening (EG) nr. 1223/2009, en tot intrekking van richtlijnen 90/385/EEG en 93/42/EEG van de Raad en/of medische hulpmiddelen voor in-vitro diagnostiek in de zin van artikel 2, 2) en 4), van Verordening (EU) 2017/746 van het Europees Parlement en de Raad van 5 april 2017 betreffende medische hulpmiddelen voor in-vitro diagnostiek en tot intrekking van richtlijn 98/79/EG en Besluit 2010/227/EU van de Commissie.

De leden van het College waarop het statuut van het Rijkspersoneel niet toepasselijk is, hebben recht op een vergoeding volgens het tarief en onder de voorwaarden bepaald door het Ministerieel Besluit van 3 februari 2023 tot vaststelling van de vergoedingen van de leden van het College.

2. Om ontvankelijk te zijn moet de kandidaatstelling vergezeld zijn van volgende informatie:

a) de vermelding van de vacante post, waarvoor betrokkene zich kandidaat stelt;

b) een curriculum vitae bestaande uit minstens volgende gegevens:

- naam, voornaam en woonplaats;
- behaalde diploma's;

- alle nuttige inlichtingen die toelaten de geschiktheid van de kandidaat voor de gevraagde post te controleren.

3. Kandidaturen voor een mandaat bij het College Klinische Proeven, dienen bij aangetekend schrijven te worden gericht aan de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, via mevrouw Annick Poncé, waarnemend directeur-generaal Gezondheidszorg, Galileelaan 5, bus 2, 1210 Brussel, en dit uiterlijk twee maanden na bekendmaking van deze oproep in het *Belgisch Staatsblad*.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2023/42722]

Changement de nom. — Publication

Par arrêté royal du 25 mai 2023, Monsieur Vandeput, Arthur Florent Jacques Jean Claude, né à Bruxelles le 16 juillet 2005, résidant à Jette, est autorisé à substituer à son nom celui de « Flament ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2023/42722]

Naamsverandering. — Bekendmaking

Bij koninklijk besluit van 25 mei 2023, is machtiging verleend aan de heer Vandeput, Arthur Florent Jacques Jean Claude, geboren te Brussel op 16 juli 2005, wonende te Jette, om zijn naam in die van «Flament» te veranderen.

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/203235]

Centre de référence en santé mentale. — Appel à reconnaissance

Vu les articles du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé (CWASS) relatifs aux services de santé mentale et aux centres de références en santé mentale, notamment l'article 619;

Vu les articles 1821 à 1826 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé (CRWASS) sur les centres de référence en santé mentale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Article 1^{er}. Objectif de l'appel à reconnaissance

Cet appel concerne la reconnaissance d'un centre de référence en santé mentale pour la Région wallonne. La reconnaissance débute au 1^{er} janvier 2024 et dure quatre ans.

Le centre qui répondra le mieux aux conditions prescrites dans cet appel pourra être reconnu en tant que centre de référence en santé mentale.

Art. 2. L'objectif final

L'objectif final du centre de référence en santé mentale est, via le soutien aux services de santé mentale, d'aider les usagers dans leur cheminement vers le rétablissement, c'est-à-dire vers leur autonomie. A cette fin, le centre aidera les services de santé mentale en vue de l'amélioration continue de l'aide fournie aux usagers, à travers les informations et outils nécessaires à la réalisation des missions des services décrites à l'article 540 du CWASS.

Le centre de référence travaille à atteindre son objectif avec l'aide des représentants d'usagers et de proches. Cependant, le centre de référence n'aide pas les usagers de manière individuelle et il n'est pas impliqué dans la prise en charge d'un usager en particulier.

Art. 3. Missions du CWASS

Selon les articles 618 et 619 du CWASS, "un centre de référence en santé mentale, ci-après désigné sous le terme de « centre de référence », est l'organisme d'appui qui permet au personnel des services de santé mentale, de leurs initiatives spécifiques et des clubs thérapeutiques, et à leurs pouvoirs organisateurs, de disposer des informations et des outils nécessaires à la réalisation de leurs missions.

Dans le même objectif, il remplit également une mission de recherche et d'analyse, d'initiative ou sous l'impulsion du Gouvernement ou son délégué."

"Le Gouvernement ou son délégué reconnaît, au plus, un centre de référence en santé mentale aux fins de soutenir l'action des professionnels des services de santé mentale et de l'intégrer parmi les autres activités en matière de santé mentale par les missions suivantes :

1^o une mission de concertation transrégionale et transectorielle;

2^o une mission d'observatoire des pratiques en santé mentale;

3^o une mission d'appui auprès des acteurs du secteur;

4^o une mission de recherche qui vise la réalisation d'analyses, d'études et de recherches ponctuelles résultant des missions d'observatoire, d'appui et de concertation des acteurs de santé mentale dans la Région de langue française;

5^o une mission de production, de récolte, de mise à disposition et de diffusion de toute information et toute documentation spécialisée, utiles aux différents acteurs de la santé mentale."